



# HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nouméa, le 5 mars 2021

### **SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD POLITIQUE SUR LA REPRISE DE L'USINE DU SUD**

L'État salue la signature hier à Nouméa sous l'égide du Président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie d'un accord politique en vue de l'aboutissement prochain du processus de reprise des parts de Vale NC dans l'usine du sud.

La reprise de l'usine du Sud constitue un enjeu majeur pour la Nouvelle-Calédonie pour lequel l'État est très fortement mobilisé depuis plusieurs mois, aux côtés de l'ensemble des acteurs et en particulier de la Province Sud, autorité compétente sur ce dossier. Outre la protection du site industriel et l'appui technique apporté pour ce processus de reprise, l'État a confirmé le soutien financier très important qu'il apportera pour la reprise de cette usine, en vue de préserver ses emplois, développer l'activité et ce dans le plein respect des enjeux environnementaux qui se traduiront notamment par la réalisation du projet Lucy de traitement des résidus.

L'accord politique conclu est une étape importante dans ce processus de reprise : il permet la constitution d'un consortium associant les institutions publiques calédoniennes, les représentants des intérêts locaux, les salariés et un industriel.

L'État continuera à accompagner les discussions entre l'ensemble des parties prenantes, en vue de finaliser l'ensemble des procédures permettant d'obtenir un accord de cession dans les plus brefs délais pour garantir la pérennité du site.

Réagissant à l'annonce de cet accord, Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, a déclaré :  
*« Je me félicite de cet accord qui ouvre la voie au sauvetage de ce site industriel, sauvetage financé très largement par la solidarité nationale. C'est avant tout une bonne nouvelle pour les 3000 salariés de l'usine du Sud et leurs familles. C'est aussi une bonne nouvelle pour l'environnement, avec des garanties renforcées. Il faut désormais que reprenne le dialogue sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, sur les conséquences du Oui et du Non. J'aurai l'occasion de prendre une initiative politique en ce sens dans les prochains jours. »*

**Contact presse**  
**Cabinet du Haut-commissaire**  
**Bureau de la communication interministérielle**